

# L'EMPLOI LOCAL

## DANS LA RÉGION MÉTROPOLITAINE

# DE MONTRÉAL

## 2022

### Regain de l'emploi en 2022

Dans la région métropolitaine en 2022, on comptait 2 002 218 emplois, ce qui signifie que 66 038 emplois ont été créés, en hausse de 3,4 % par rapport à 2021 et de 8,4 % par rapport à 2016. Dans l'ensemble, l'économie métropolitaine s'est redressée en 2022, le niveau d'emploi étant légèrement supérieur à celui d'avant la pandémie.

#### ÉVOLUTION DE L'EMPLOI PAR INDUSTRIE\* DANS LA RÉGION MÉTROPOLITAINE DE MONTRÉAL (EMPLOI > 10 000)

Industrie	Emploi 2022	Variation 2021-22	Variation 2016-22
<b>Services publics</b>			
Production, transport et distribution d'électricité	13 522	2,4	12,4
<b>Construction</b>			
Construction résidentielle	10 594	5,4	20,8
Entrepreneurs en installation d'équipements techniques	17 349	2,4	16,2
<b>Fabrication de matériel de transport</b>			
Fabrication de produits aérospatiaux et de leurs pièces	19 883	-5,0	-24,1
<b>Commerce de gros</b>			
Grossistes-marchands de produits alimentaires	11 477	-6,7	-13,5
<b>Commerce de détail</b>			
Concessionnaires d'automobiles	16 392	-2,9	-12,2
Marchands de matériaux et fournitures de construction	15 219	2,5	7,4
Épiceries	54 830	-1,4	10,4
Magasins de produits de santé et de soins personnels	31 843	4,3	10,1
Magasins de vêtements	24 831	7,2	-7,1
Autres magasins de marchandises diverses	16 290	2,5	27,3
<b>Transport et entreposage</b>			
Transport par camion de marchandises diverses	15 791	0,7	19,1
Services urbains de transport en commun	11 244	0,7	2,6
<b>Industrie de l'information et industrie culturelle</b>			
Industries du film et de la vidéo	11 088	7,5	21,8
Télécommunications filaires et sans fil (sauf par satellite)	15 767	-1,2	-22,8
<b>Finance et assurances</b>			
Activités bancaires	46 167	1,4	4,9
Sociétés d'assurance	16 948	4,9	44,7
Agences et courtiers d'assurance et autres activités liées à l'assurance	11 623	-1,2	-20,5

\* Les industries correspondent aux catégories du SCIAN à 4 chiffres.

#### Industrie

	Emploi 2022	Variation 2021-22	Variation 2016-22
<b>Services professionnels</b>			
Services juridiques	15 965	5,5	-4,3
Services de comptabilité, de préparation de déclarations de revenus, de tenue de livres et de paye	17 787	0,9	10,4
Architecture, génie et services connexes	28 036	2,7	15,3
Conception de systèmes informatiques et services connexes	61 882	10,5	62,8
Services-conseils en gestion et services-conseils scientifiques et techniques	16 683	2,8	41,8
Services de recherche et de développement scientifiques	11 058	17,4	27,2
Publicité, relations publiques et services connexes	10 937	-1,5	6,4
<b>Services administratifs</b>			
Services d'enquête et de sécurité	11 541	-6,6	-4,9
Services relatifs aux bâtiments et aux logements	17 019	4,2	-1,7
<b>Services d'enseignement</b>			
Écoles primaires et secondaires	106 057	2,3	16,3
Collèges communautaires et cégeps	16 515	0,1	9,0
Universités	33 102	2,3	9,0
Autres établissements d'enseignement et de formation	11 583	7,8	54,1
<b>Santé et assistance sociale</b>			
Cabinets de médecins	14 027	3,7	15,1
Cabinets de dentistes	13 649	2,4	11,6
Cabinets d'autres praticiens de la santé	15 931	3,5	14,5
Centres de soins ambulatoires	14 575	-4,9	23,9
Hôpitaux généraux et hôpitaux de soins chirurgicaux	113 423	2,7	19,9
Établissements de soins infirmiers	47 863	-0,4	34,9
Services individuels et familiaux	13 405	5,7	14,2
Services de garderie	31 028	9,6	-3,8
<b>Arts et divertissement</b>			
Autres services de divertissement et de loisirs	13 037	31,4	-14,6
<b>Hébergement et restauration</b>			
Restaurants à service complet et établissements de restauration à service restreint	86 881	18,9	-15,2
<b>Autres services</b>			
Réparation et entretien de véhicules automobiles	15 308	2,6	8,5
Services de soins personnels	18 866	4,3	-0,2
<b>Administrations publiques</b>			
Administration publique fédérale	23 262	4,1	18,7
Administrations publiques provinciales et territoriales	30 938	2,2	19,5
Administrations publiques locales, municipales et régionales	39 199	0,6	-2,3

## Reprise dans le divertissement, l'hébergement et la restauration

La fin de la pandémie a stimulé l'embauche dans le divertissement et les loisirs (+31,4 %) ainsi que l'hébergement et la restauration (+18,9 %). La pandémie avait érodé le bassin de main-d'œuvre dans ces secteurs et les gains observés constituent seulement une récupération des emplois perdus en 2020 et 2021. Le contexte économique difficile en début de période et les mesures prises pour juguler l'inflation pourraient en revanche freiner la relance de ces secteurs.

## Hausse importante dans les services informatiques, les services de R et D et l'industrie créative

Par rapport à 2021, l'emploi dans les services professionnels a connu une croissance importante, plus particulièrement dans la conception de systèmes informatiques (+10,5 %), les services de R et D scientifiques (+17,4 %) et l'industrie du film et de la vidéo (+7,5 %). L'expansion de ces secteurs montre que l'économie métropolitaine leur offre un environnement propice et concentre les ressources (talents, collaborateurs, clients, marché diversifié, etc.) grâce auxquelles ces industries se développent.

L'emploi dans la conception de systèmes informatiques continue sa progression (+62,8 % de 2016 à 2022). Cela peut s'expliquer par le télétravail, la commercialisation numérique, l'analyse de données et la cybersécurité, qui stimulent la demande pour les emplois dans l'informatique.

Pour les services de R et D scientifiques, il est probable que la poussée importante de l'emploi en 2022 soit liée à deux phénomènes. Le premier étant les essais cliniques de vaccins, de médicaments et de procédures médicales, qui découlent en partie de la crise du coronavirus qui a entraîné une utilisation croissante de dispositifs médicaux et de services spécialisés en R et D. Le second relève de l'augmentation des activités en R et D, notamment en intelligence artificielle, informatique, médecine, santé et diverses disciplines connexes. L'autre secteur qui affiche une croissance importante de l'emploi en 2022 est l'industrie du film et de la vidéo (+7,5 %).

## Recul dans quelques secteurs

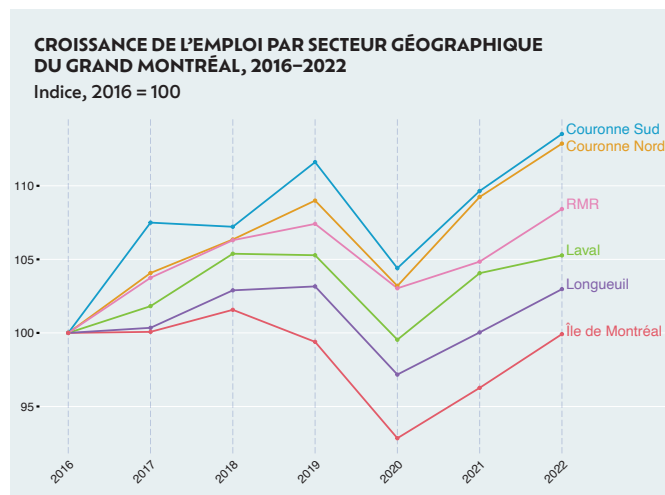
Malgré la relance postpandémique, l'emploi a diminué dans la fabrication de produits aérospatiaux (-5,0 %), le commerce de gros (-6,7 %), le commerce de détail d'automobiles (-2,9 %), les épicerie (-1,4 %), les télécommunications filaires et sans fil (-1,2 %), les assurances (-1,2 %), l'édition (-1,5 %), les services d'enquête et de sécurité (-6,6 %) et les centres de soins ambulatoires (-4,9 %).

## Des progrès dans l'île de Montréal et dans les régions voisines

La pandémie avait affaibli l'économie montréalaise et particulièrement du centre-ville par l'absence de travailleurs dans les bureaux, ce qui, à son tour, a affecté les services à la consommation. En 2022, la situation est bien différente : toutes les régions affichent des gains dans la création d'emplois par rapport à 12 mois plus tôt. La croissance la plus forte est enregistrée dans l'île de Montréal (+3,8 %), suivie par les MRC de la couronne Sud (+3,5 %) et de la couronne Nord (+3,3 %), Longueuil (+2,9 %) et Laval (+1,1 %).

Si la variation de l'emploi est positive dans l'ensemble de la région métropolitaine en 2022, son évolution depuis 2019, c'est-à-dire avant la pandémie, varie entre les territoires. De 2019 à 2022, les régions qui affichent les plus fortes croissances sont la couronne Nord (+3,5 %) et la couronne Sud (+1,7 %). En revanche, à Longueuil, à Laval et dans l'île de Montréal, le niveau d'emploi en 2022 est semblable à celui de 2019.

En comparant ces données avec celles de 2016, on note que l'emploi a crû fortement dans les couronnes Nord (+12,8 %) et Sud (+13,5 %), mais a chuté dans l'île de Montréal entre 2018 et 2020 pour rebondir après la pandémie et retrouver un niveau presque équivalent à celui de 2016. Longueuil (+2,9 %) et Laval (+5,2 %) ont connu des gains importants d'emplois jusqu'en 2019, avant d'enregistrer un recul durant la pandémie. En 2022, ces territoires affichent une forte croissance de l'emploi, qui surpasse le niveau de 2016.



**INDUSTRIES AVEC LE PLUS FORT TAUX DE CROISSANCE,  
2016-2022 (EMPLOI > 1000)**

Pourcentage  
de croissance

**Courette Nord**

Activités bancaires	143,7
Fabrication de véhicules automobiles	97,3
Transport par camion de marchandises diverses	73,6
Conception de systèmes informatiques et services connexes	67,9
Établissements de soins infirmiers	65,2

**Courette Sud**

Activités bancaires	150,7
Administration locale	128,6
Centres de soins ambulatoires	82,2
Construction résidentielle	67,3
Autres magasins de marchandises diverses	48,2

**Laval**

Administration provinciale	135,5
Activités bancaires	96,5
Conception de systèmes informatiques et services connexes	49,1
Services relatifs aux bâtiments et aux logements	43,1
Entrepreneurs en installation d'équipements techniques	35,7

**Longueuil**

Administration provinciale	281,9
Activités bancaires	120,7
Services urbains de transport en commun	69,1
Centres de soins ambulatoires	57,8
Cabinets de médecins	50,4

**Ville de Montréal**

Administration publique fédérale	139,3
Artistes, auteurs et interprètes indépendants	115,0
Services de recherche et de développement scientifiques	95,4
Conception de systèmes informatiques et services connexes	67,5
Sociétés d'assurance	56,4

**Reste de l'île de Montréal**

Hôpitaux généraux et hôpitaux de soins chirurgicaux	67,4
Cabinets de médecins	67,2
Épiceries	56,0
Activités bancaires	53,8
Administration locale	53,4

**INDUSTRIES AVEC LE PLUS FORT TAUX DE DÉCLIN,  
2016-2022 (EMPLOI > 1000)**

Pourcentage  
de déclin

**Courette Nord**

Autres services de divertissement et de loisirs	-16,2
Restaurants à service complet et établissements de restauration à service restreint	-11,0
Écoles primaires et secondaires	-10,6
Grands magasins	-9,8
Services de soins personnels	-9,2

**Courette Sud**

Fabrication de produits en plastique	-13,7
Autres services de divertissement et de loisirs	-13,6
Concessionnaires d'automobiles	-12,7
Restaurants à service complet et établissements de restauration à service restreint	-12,0
Services de garderie	-9,2

**Laval**

Hôpitaux généraux et hôpitaux de soins chirurgicaux	-58,8
Administration locale	-49,5
Concessionnaires d'automobiles	-14,1
Magasins d'articles de sport et de passe-temps et d'instruments de musique	-5,2
Restaurants à service complet et établissements de restauration à service restreint	-5,0

**Longueuil**

Fabrication de produits aérospatiaux et de leurs pièces	-45,8
Marchands de matériaux et fournitures de construction	-39,3
Hôpitaux généraux et hôpitaux de soins chirurgicaux	-32,5
Administration locale	-29,2
Restaurants à service complet et établissements de restauration à service restreint	-15,5

**Ville de Montréal**

Jeux de hasard et loteries	-56,9
Grands magasins	-49,9
Débits de boissons alcoolisées	-47,5
Fabrication de produits aérospatiaux et de leurs pièces	-45,7
Autres services de soutien	-44,9

**Reste de l'île de Montréal**

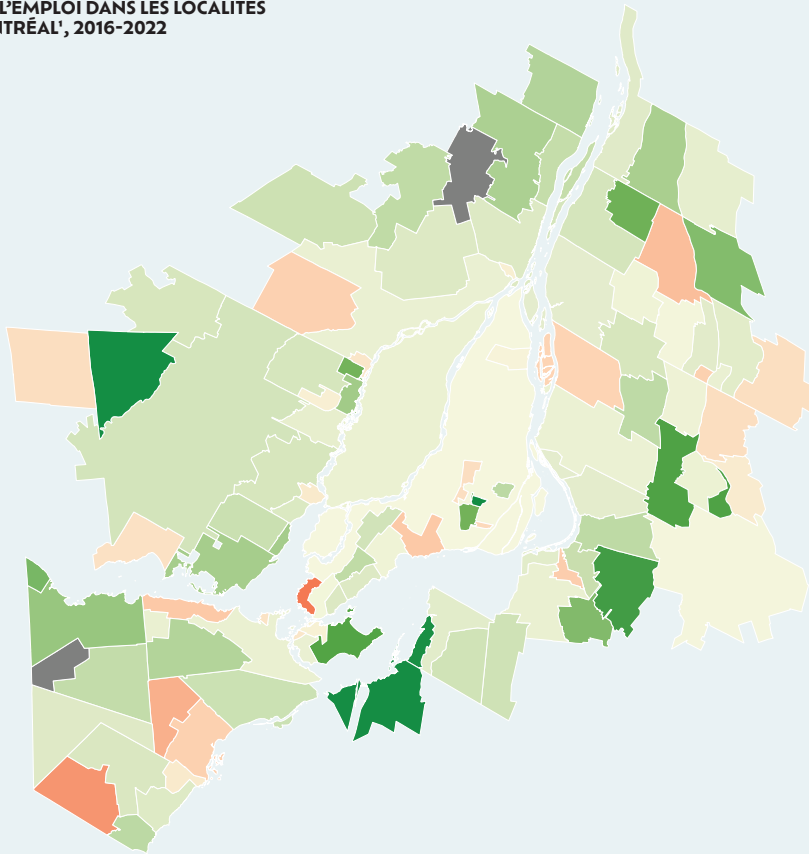
Activités de soutien au transport aérien	-62,0
Services de recherche et de développement scientifiques	-44,6
Télécommunications filaires et sans fil (sauf par satellite)	-39,9
Magasins de vêtements	-34,5
Services d'enquête et de sécurité	-28,8

**NOTE MÉTHODOLOGIQUE**

L'emploi local dans la région métropolitaine de Montréal présente l'emploi des entreprises situées dans les localités de la région métropolitaine. Ce bulletin permet de suivre, année après année, l'économie des localités de la région métropolitaine. L'emploi selon le lieu de travail est tiré des recensements de 2016 et de 2021. Hors du recensement quinquennal, les statistiques sur l'emploi local n'existent pas au Canada. Cette lacune est comblée ici en estimant l'emploi lors des années non censitaires à partir du Registre des entreprises du Canada et de l'Enquête sur la population active.

Les estimations sont réalisées à partir des emplois au lieu de travail habituel du recensement. Ces données ont été ajustées pour tenir compte des effets de la pandémie. Les données sont liées aux tendances provenant du Registre des entreprises, qui calcule l'emploi selon la perspective de l'employeur, c.-à-d. à l'endroit où se rapportent les travailleurs et travailleuses. L'emploi total par localité de 2016 à 2022 se trouve au tableau de la page 6. Pour plus de détails, voir les notes explicatives en fin de document.

**CROISSANCE DE L'EMPLOI DANS LES LOCALITÉS  
DU GRAND MONTRÉAL<sup>1</sup>, 2016-2022**



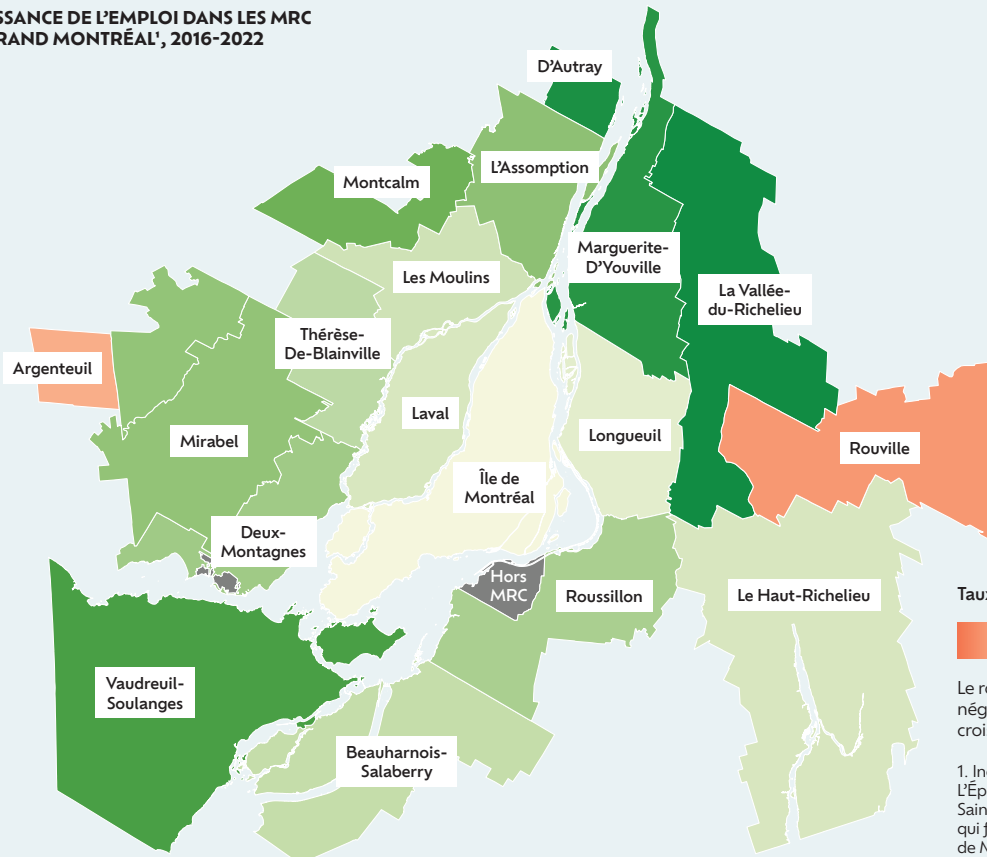
Taux de croissance de l'emploi (%)



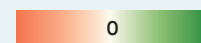
Le rouge indique une croissance négative; le vert indique une croissance positive.

1. Excluant les municipalités des MRC de Beauharnois-Salaberry, Haut-Richelieu et Rouville qui ne font pas partie de la région métropolitaine de Montréal.

**CROISSANCE DE L'EMPLOI DANS LES MRC  
DU GRAND MONTRÉAL<sup>1</sup>, 2016-2022**



Taux de croissance de l'emploi (%)



Le rouge indique une croissance négative; le vert indique une croissance positive.

1. Incluant les municipalités de L'Épiphanie, Lavaltrie, Saint-Lin-Laurentides, Saint-Placide et Saint-Roch-de-l'Achigan, qui font partie de la région métropolitaine de Montréal.

## Statu quo pour l'île de Montréal

Sur l'île de Montréal, on remarque un niveau d'emploi inférieur à celui de 2016 (-1,0 %). L'administration fédérale (+139,3 %), les services de R et D (+95,4 %), les services informatiques (+67,5 %) et l'assurance (+56,4 %) y enregistrent les augmentations les plus spectaculaires. L'industrie des jeux de hasard et loteries (-56,9 %), le commerce de détail (-49,9 %), les débits de boissons alcoolisées (-47,5 %) et l'industrie aérospatiale (-45,7 %) affichent toutefois un recul important sur la période de 2016 à 2022.

Dans les autres secteurs économiques de l'île de Montréal, les croissances les plus fortes sont enregistrées dans les services, plus particulièrement les hôpitaux (+67,4 %), les cabinets de médecin (+67,2 %), les épicerie (+56,0 %) et les banques (+53,8 %). Les pertes d'emplois ont été les plus prononcées dans les services spécialisés en transport aérien (-62,0 %), les services de R et D (-44,6 %) et les télécommunications (-39,9 %).

## Croissance limitée à Laval

Laval affiche une croissance de l'emploi de 1,1 % par rapport à 2021 et de 5,2 % de 2016 à 2022. Cette hausse provient surtout des emplois dans les services, plus particulièrement l'administration provinciale, les services professionnels, financiers et informatiques, et les services relatifs aux bâtiments et aux logements. La perte d'emplois est venue des hôpitaux, de l'administration locale et des concessionnaires automobiles.

## Longueuil se maintient grâce à l'administration locale et les services bancaires

Longueuil a connu une hausse de l'emploi de 3,0 % en 2022. La poussée de l'administration locale et des services bancaires lui a permis d'afficher une croissance de l'emploi de 2,9 % de 2016 à 2022. Cependant, c'est sur son territoire que la contraction de la fabrication aérospatiale a été la plus sévère, avec un recul de l'emploi comparable à celui observé sur l'île de Montréal (-45,8 %) depuis 2016.

## Expansion soutenue de la couronne Nord

Depuis 2016, la couronne Nord a bénéficié d'une croissance de 12,8 %, largement supérieure à celle de Montréal, de Laval et de Longueuil. Elle a bénéficié de taux de création d'emplois élevés dans les services bancaires (+143,7 %), la fabrication de véhicules automobiles (+97,3 %) et le transport par camion (+73,6 %). Le recul de l'emploi a aussi été largement inférieur à la moyenne métropolitaine dans les divertissements et loisirs (-16,2 %), la restauration (-11,0 %), l'éducation primaire et secondaire (-10,6 %) et le commerce de détail (-9,8 %). La croissance de l'emploi varie d'un territoire de la couronne Nord à l'autre : l'augmentation la plus prononcée a eu lieu à Mirabel (+20,5 %) et dans la MRC de L'Assomption (+12,6 %) tandis qu'une croissance plus modérée a été observée dans la MRC Les Moulins (+3,6 %). Il faut toutefois souligner que certaines des MRC dans les couronnes couvrent des localités hors de la région métropolitaine de recensement (RMR). Ces dernières

observations sur la croissance de l'emploi couvrent ces MRC dans leur totalité, comme dans le cas de la carte en bas de la page 4 et du tableau en page 6, tandis que les données sur les industries de la RMR sont limitées à la région métropolitaine.

## Croissance vigoureuse de la couronne Sud

La couronne Sud a connu une croissance de l'emploi de 12,8 % en 2022, un pourcentage semblable à celui observé dans la couronne Nord. Les banques, l'administration locale et les centres de soins ambulatoires présentent la hausse la plus forte. Cependant, la fabrication de produits en plastique, les divertissements et loisirs et les concessionnaires d'automobiles connaissent un recul. Des différences régionales s'observent : les MRC de La Vallée-du-Richelieu (+32,2 %) et de Vaudreuil-Soulanges (+27,7 %) présentent une croissance plus vigoureuse, dont une large proportion a lieu en dehors des limites de la RMR.

### BASE ÉCONOMIQUE SELON LES SECTEURS GÉOGRAPHIQUES DU GRAND MONTRÉAL, 2021

Industrie	Quotient de localisation
<b>Couronne Nord</b>	
Fabrication de produits aérospatiaux et de leurs pièces	12,8
Activités de soutien au transport aérien	4,4
Fabrication de véhicules automobiles	4,0
Fabrication d'autres aliments	3,9
Activités bancaires	2,0
<b>Couronne Sud</b>	
Fabrication de produits en papier transformé	4,3
Administration locale	2,8
Activités bancaires	2,4
Centres de soins ambulatoires	2,2
Autres entrepreneurs spécialisés	2,1
<b>Laval</b>	
Grossistes-marchands de produits pharmaceutiques, d'articles de toilette, de cosmétiques et d'articles divers	5,3
Services urbains de transport en commun	3,3
Services d'emploi	2,9
Agences et courtiers d'assurance et autres activités liées à l'assurance	2,7
Fabrication de produits aérospatiaux et de leurs pièces	2,7
<b>Longueuil</b>	
Fabrication de produits aérospatiaux et de leurs pièces	5,8
Administration fédérale	3,4
Autres services de soins de santé ambulatoires	3,3
Magasins de meubles	3,1
Grossistes-marchands de bois d'œuvre, de pièces de menuiserie préfabriquées, d'articles de quincaillerie et d'autres fournitures de construction	2,9
<b>Ville de Montréal</b>	
Éditeurs de logiciels	13,7
Conception de systèmes informatiques et services connexes	6,2
Grossistes-marchands de textiles, de vêtements et de chaussures	5,1
Industries du film et de la vidéo	4,9
Télécommunications filaires et sans fil (sauf par satellite)	4,5
<b>Île de Montréal</b>	
Transport aérien régulier	13,3
Fabrication de produits aérospatiaux et de leurs pièces	11,8
Grossistes-marchands de produits pharmaceutiques, d'articles de toilette, de cosmétiques et d'articles divers	7,6
Activités de soutien au transport aérien	5,6
Transport ferroviaire	5,5

**EMPLOI PAR LOCALITÉ DE LA RMR DE MONTRÉAL, 2016 À 2022**

Régions et localités	Emploi (milliers)							Variation (%)	
	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2021-22	2016-21
<b>RMR</b>	<b>1 846,7</b>	<b>1 915,9</b>	<b>1 963,0</b>	<b>1 983,5</b>	<b>1 902,7</b>	<b>1 936,1</b>	<b>2 002,2</b>	<b>3,4</b>	<b>4,8</b>
<b>Île de Montréal</b>	1 097,6	1 098,4	1 114,8	1 090,9	1 019,0	1 056,6	1 096,7	3,7	-3,7
<b>Laval</b>	140,7	143,3	148,3	148,1	140,0	146,4	148,1	1,1	4,0
<b>Longueuil (agglomération)</b>	161,2	161,8	165,9	166,3	156,6	161,2	166,0	2,9	0,0
<b>Couronne Nord</b>									
Deux-Montagnes (MRC)	25,6	26,9	26,9	27,3	26,1	27,5	29,7	8,0	7,4
L'Assomption (MRC)	27,0	27,7	28,5	30,3	28,2	30,4	32,4	6,3	12,5
Les Moulins (MRC)	40,5	42,0	42,6	42,9	39,3	42,0	43,5	3,5	3,5
Mirabel (MRC)	19,4	21,4	21,7	22,6	22,4	23,4	23,0	-1,4	20,5
Thérèse-De Blainville (MRC)	49,9	51,1	52,9	53,8	51,5	54,1	55,3	2,1	8,3
<b>Couronne Sud</b>									
Rouville (MRC)	12,8	12,9	12,6	12,1	11,4	10,4	10,3	-1,0	-17,9
Marguerite-D'Youville (MRC)	20,7	21,3	21,8	22,2	21,5	21,6	23,2	7,3	4,3
Roussillon (MRC)	41,9	43,7	44,9	47,7	44,4	47,4	47,8	0,9	13,0
Le Haut-Richelieu (MRC)	38,2	40,2	40,9	42,1	40,0	39,2	40,2	2,8	2,5
Beauharnois-Salaberry (MRC)	21,6	22,7	23,1	23,5	22,8	22,3	23,7	6,1	3,1
La Vallée-du-Richelieu (MRC)	29,2	36,9	34,8	37,1	37,5	38,6	40,4	4,7	32,1
Vaudreuil-Soulanges (MRC)	33,8	37,2	39,5	41,9	42,2	43,1	44,5	3,1	27,6

Source : Statistique Canada (Registre des entreprises, recensements, ENM et Enquête sur la population active)

# MÉTHODOLOGIE

## A. Sources des données

L'emploi selon le lieu de travail est tiré des recensements de 2016 et 2021. Hors du recensement quinquennal, les statistiques sur l'emploi local n'existent pas au Canada. Cette lacune est comblée ici en estimant l'emploi lors des années non censitaires à partir du Registre des entreprises du Canada et de l'Enquête sur la population active (EPA).

Le Registre des entreprises est utilisé pour estimer la part respective des localités dans l'emploi métropolitain et la part des industries dans l'emploi de chaque localité. Le Registre des entreprises est le répertoire central d'information sur les entreprises au Canada. Il est tenu à partir des comptes de retenues sur la paie de l'Agence du revenu du Canada. Statistique Canada s'en sert comme base de sondage dans son programme de statistiques économiques. Pour chaque lieu géographique, le Registre fournit le nombre d'emplacements de production par secteur économique et par tranche d'effectif. L'EPA offre une estimation mensuelle de l'emploi dans la région métropolitaine de Montréal, ce qui permet d'estimer la moyenne annuelle utilisée ici.

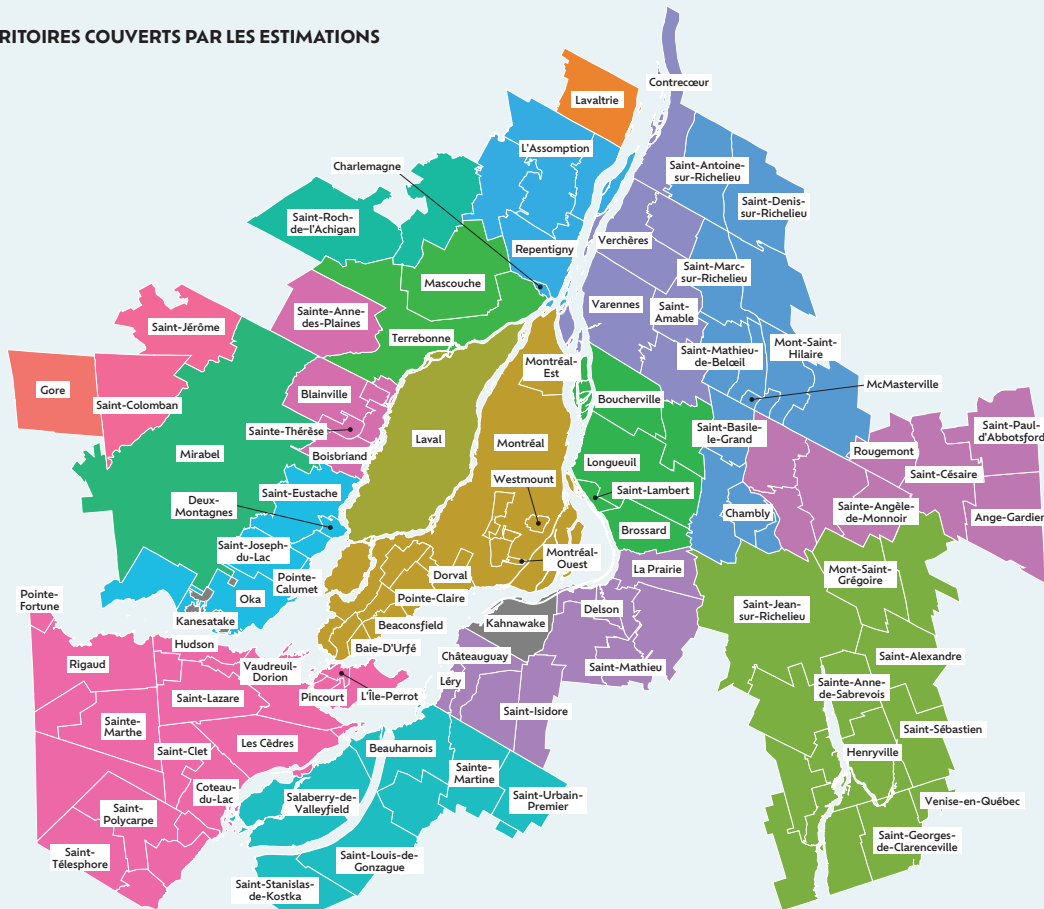
Les estimations sont réalisées à partir des emplois au lieu de travail habituel rapportés lors du recensement. Ces données sont liées aux tendances provenant du Registre des entreprises,

qui calcule l'emploi selon la perspective de l'employeur, c.-à-d. à l'endroit où se rapportent les travailleurs et travailleuses. Avec les changements dans l'organisation du travail (partiellement temporaires) causés par la pandémie, localiser l'emploi par le lieu où le travail est effectué par les individus dans le recensement de 2021 comporte plusieurs difficultés. Par conséquent, adopter la perspective du lieu de l'entreprise consiste, pour l'instant, en la meilleure solution. Cela permet d'éviter de fausses tendances qui seraient liées à une partie de la population travaillant de la maison pendant la collecte de données du recensement de 2021, ce qui se traduirait, par exemple, par une hausse significative de l'emploi dans la banlieue et une décentralisation de l'emploi dans certains secteurs, comme les services spécialisés. L'approche utilisée pour les estimations est détaillée dans ce qui suit.

## B. Géographie

Les figures ci-après montrent l'ensemble des localités (subdivisions de recensement) pour lesquelles nous avons fait des estimations pour l'emploi. Dans la carte ci-dessous, les localités sont regroupées par MRC et affichées en différentes couleurs. La carte de la page 8 affiche en couleur les localités qui font partie de la région métropolitaine de recensement (RMR) de Montréal et les autres localités en gris. La méthode d'estimation est légèrement différente selon que la MRC fait partie de la RMR ou non.

CARTE DES TERRITOIRES COUVERTS PAR LES ESTIMATIONS





## C. Estimation du taux de travail à domicile au recensement de 2021

Les données du recensement de 2021 souffrent d'importantes limitations quant au lieu d'emploi. L'enquête a été réalisée en plein cœur de la pandémie, en juin 2021. Il en ressort qu'une part disproportionnée des employés ont rapporté l'adresse de leur domicile comme lieu d'emploi principal. Cela nous empêche d'avoir une idée claire de la distribution géographique de l'emploi selon le lieu de travail.

La première correction effectuée pour le recensement de 2021 a été d'estimer un taux de travail à domicile en se basant sur la progression historique à partir du recensement de 2006. En termes simples, cette estimation repose sur le postulat qu'il y a eu une croissance « linéaire » du taux de travail à domicile entre 2006 et 2021. Bien entendu, la pandémie aura causé des transformations profondes dans l'organisation du travail et il est plus que probable que les taux de travail à domicile soient restés supérieurs à ce qu'une progression normale prédirait. L'absence de données désagrégées sur le retour au lieu de travail habituel nous limite toutefois dans les ajustements que nous pouvons faire à ce sujet. Ce sera certainement une question qui méritera notre attention dans les prochaines éditions des bulletins.

Des changements importants dans les codes SCIAN dans les recensements précédents justifient notre choix de période

temporelle. Vu la variabilité dans les données à l'échelle des subdivisions de recensement, les taux de travail à domicile ont été estimés pour les principales sous-régions de la RMR et entourant la RMR : île de Montréal, Montérégie, Laurentides, Lanaudière et Laval. Les taux ont été estimés pour les codes SCIAN à 3 chiffres, encore une fois pour limiter la variance. Les taux estimés sont calculés à partir d'une régression linéaire pondérée, en donnant plus de poids aux années plus récentes. Pour les données manquantes ou pour les estimations du taux de travail à domicile inférieures au taux de 2016, nous émettons l'hypothèse que le taux de travail à domicile a généralement augmenté et, dans ces cas précis, nous utilisons le taux de 2016 en y appliquant la hausse moyenne estimée du travail à la maison dans la grande région de Montréal, soit 1,14 %. Au total, cette méthode a été appliquée à 19 des 107 secteurs parce qu'ils n'avaient pas d'estimation faite à l'aide de la régression.

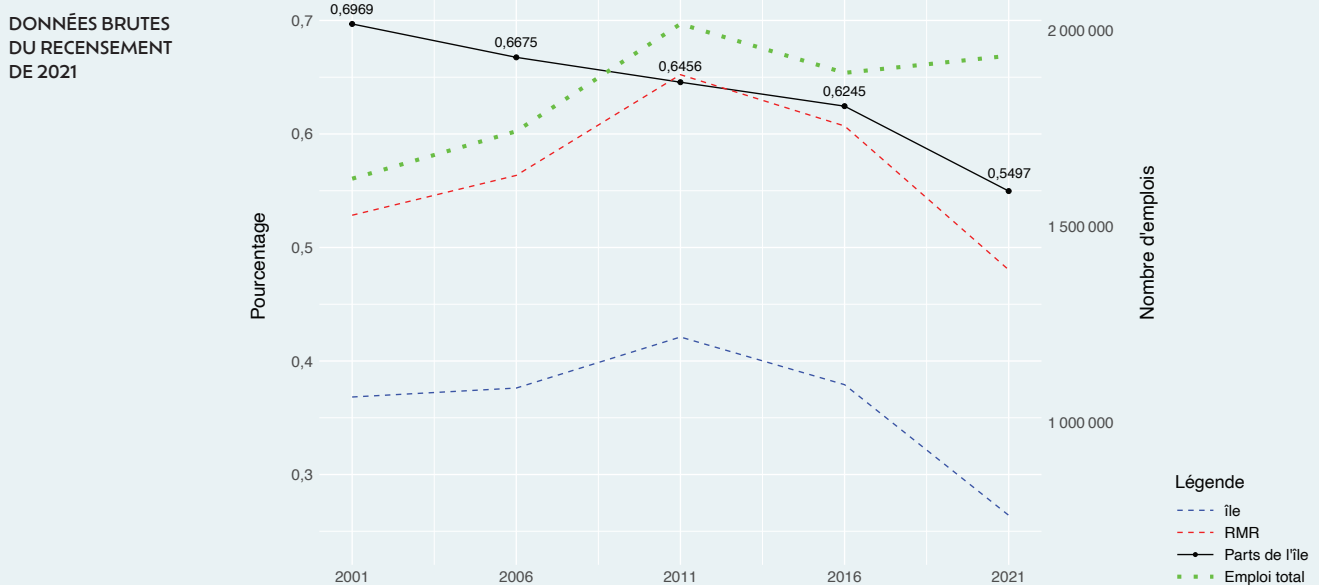
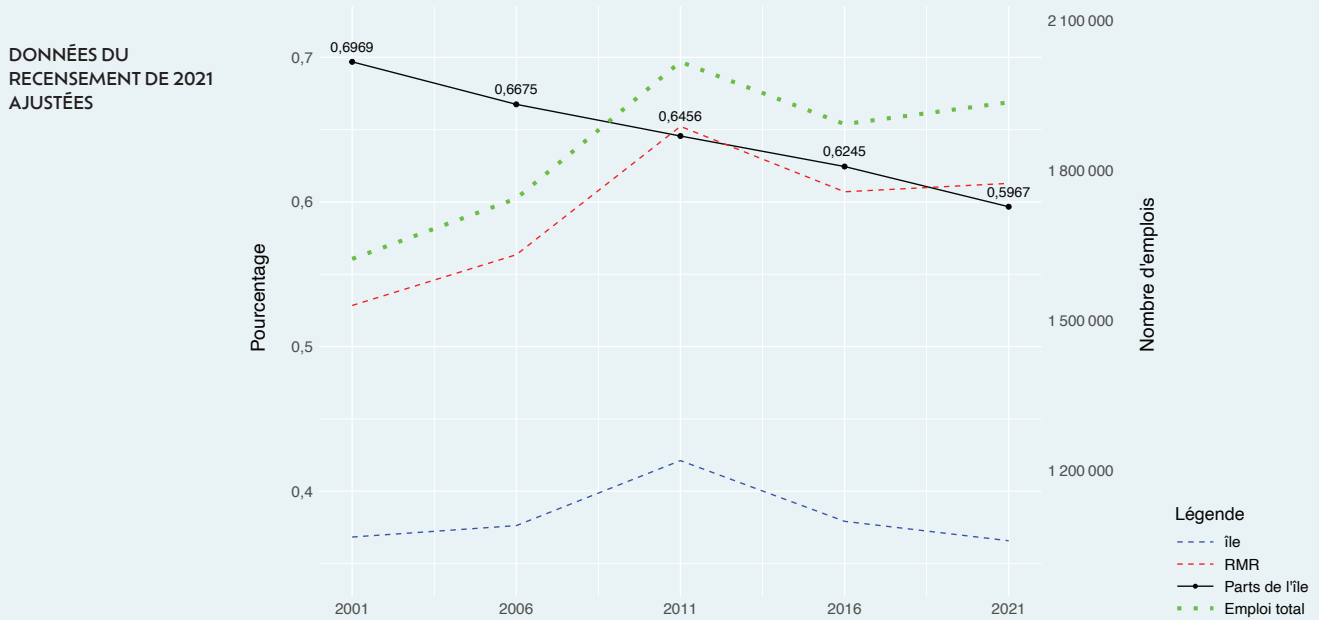
Pour tenir compte de la variance à l'intérieur des codes à 3 chiffres, les taux d'emploi à domicile ont été ajustés à l'aide de la moyenne et de l'écart-type du taux d'emploi à la maison de 2016, à partir duquel un score Z a été généré. Le taux d'emploi à domicile pour les codes à 4 chiffres est donc ajusté comme suit :  $\text{taux} + (0,05 * \text{score } Z)$ , ce qui leur ajoute une variance. Le taux de personnes se rapportant au lieu de travail habituel a été calculé de la même façon. Les taux estimés de travail à domicile et au lieu de travail habituel ont été ajustés pour obtenir le total réel rapporté dans les chiffres du recensement.



Dans la figure ci-dessous, dans le graphique du haut, on examine le pourcentage de l'emploi total attribuable à l'île de Montréal par rapport à la région métropolitaine de recensement. Les données de 2021 sont celles que nous avons estimées en fonction des méthodes décrites plus haut, tandis que les données précédentes proviennent des anciennes estimations réalisées par la CMM. On voit le déclin relatif de l'emploi sur l'île se poursuivre de manière assez linéaire, avec une pente entre 2016 et 2021 qui ressemble à celle des années 2001 à 2016. En bleu est illustré l'emploi total selon le lieu de travail sur l'île, en rouge, dans la RMR, et en vert, l'emploi total incluant le travail à la maison

et sans lieu de travail fixe. La part déclinante de l'île en 2021 est en partie due à la hausse du travail à domicile (même avec notre ajustement). Le déclin serait beaucoup plus prononcé si l'on prenait les données telles que récoltées par Statistique Canada, comme le montre le graphique du bas. Les modifications apportées permettent donc de tempérer la délocalisation de l'emploi observée par les données du recensement de 2021 qui, encore une fois, surestime le taux réel de travail à la maison observable à l'ère postpandémique. Les résultats du recensement de 2026 viendront clarifier les tendances quant au travail à domicile.

### EMPLOI DANS LA RÉGION MÉTROPOLITAINE ET L'ÎLE DE MONTRÉAL DE 2001 À 2021



Bien que nos estimations nous permettent de « corriger » les taux de travail à domicile, il demeure que ces données présentent certaines limites. De plus, pour les années intercensitaires et postcensitaires, les parts de l'emploi sont calculées selon le Registre des entreprises, qui ne tient compte que de l'emploi selon le lieu de travail et non du travail à domicile. Pour ces raisons, les rapports présentés se penchent uniquement sur l'emploi selon le lieu de travail. Dans le recensement de 2021, les emplois totaux au lieu de travail par industrie sont distribués en fonction des parts des localités dans l'emploi total (de la RMR ou des MRC hors RMR), calculées à partir du Registre des entreprises. En d'autres mots, parce que le recensement de 2021 n'est pas fiable sur la géographie de l'emploi, le bassin total des employés par industrie qui ne travaillent pas à la maison est distribué sur le territoire en fonction de l'emplacement géographique des entreprises, telle que rapportée par le Registre des entreprises. Celui-ci permet, grâce à ses données sur l'emploi, d'estimer la part des localités dans l'emploi total.

Ces données estimées de 2021 servent de base pour l'estimation aux années intercensitaires et postcensitaires (2022). À noter que ces estimations de l'emploi sont faites au niveau le plus désagrégé et les subdivisions sont par la suite regroupées pour reconstituer les MRC.

## D. Estimation de l'emploi aux années intercensitaires

La méthode précédemment utilisée par la CMM pour estimer l'emploi aux années intercensitaires était la suivante :

$$I_C^a = I_B^a \times \left( \frac{I_C^1}{I_B^1} \right)^{\frac{6-a}{5}} \times \left( \frac{I_C^6}{I_B^6} \right)^{\frac{a-1}{5}}$$

Où  $I_C^a$  représente l'estimation de l'emploi à l'année  $a$  dans le registre  $B$  en tenant compte du recensement  $C$ . L'exponentielle donne un poids différent aux années du recensement selon la proximité de l'année observée à l'un ou l'autre des recensements à l'année 1 ou 6. La présence de plusieurs 0 dans la matrice de calculs cause toutefois plusieurs problèmes.

Une transformation est nécessaire. Ajouter un terme aux numérateurs et dénominateurs serait une solution possible, mais le choix du terme peut avoir une influence importante sur les résultats. Sinon, transformer en équation arithmétique peut s'avérer compliqué. Avec les soustractions, on peut obtenir des résultats négatifs qui, combinés aux exposants, peuvent aboutir à des nombres complexes. Nous avons donc opté pour une interpolation linéaire ajustée par les données des entreprises :

### 1 / Formule pour l'interpolation :

$$y_1 + (x - x_1) \left( \frac{y_2 - y_1}{x_2 - x_1} \right)$$

qui peut être transformée :

$$y_1 + (y_2 - y_1) \left( \frac{x - x_1}{x_2 - x_1} \right)$$

Le dernier terme représente le facteur d'interpolation  $f_a$  qui mesure la progression relative de chaque année entre 2016 et 2021.

### 2 / Valeurs interpolées du recensement

$$e_a^c = l_c^1 + (l_c^6 - l_c^1) \times f_a,$$

où :

$$l_c^1 = \frac{\text{emplocal}_c^1}{\text{emprmr}_c^1} \quad l_c^6 = \frac{\text{emplocal}_c^6}{\text{emprmr}_c^6}$$

### 3 / Ajustements

Les valeurs interpolées sont ajustées pour tenir compte de la croissance entre les années intercensitaires à partir du Registre. Voici les étapes :

Ratio de croissance d'une année à l'autre dans le Registre :

$$r_a = \frac{l_B^a}{l_B^{a-1}};$$

$$\text{si } l_B^{a-1} = 0, r_a = \frac{l_B^a + 1}{l_B^{a-1} + 1}$$

Où  $l_B^a = \frac{\text{emplocal}_B^a}{\text{emprmr}_B^a}$  ou la part de l'emploi local pour l'année  $a$  à partir du Registre.

Valeur estimée ajustée par le ratio à l'année  $a$  et pondérée par  $w$  :

$$e_a^b = (r_a \times w) \times e_a^c$$

La valeur de  $w$  ( $w = 0,5$ ) sert à atténuer les fluctuations du Registre et à garder les valeurs assez proches des valeurs interpolées entre les recensements, en permettant néanmoins de calculer les fluctuations à partir du Registre.

### Parts de l'industrie dans l'économie locale

Nous suivons la même approche pour calculer les parts de l'industrie dans l'économie locale. Dans certains cas, les parts des industries locales augmentent de façon radicale dans le Registre. Les ajustements à partir du Registre sont limités à une hausse de 100 % ( $\times 2$ ) des valeurs interpolées du recensement pour éviter les valeurs extrêmes.

Les parts de l'industrie sont finalement ajustées pour que les parts soient égales à 1 dans la localité.

## E. Estimation de l'emploi aux années postcensitaires

Pour les années subséquentes à 2021, l'emploi est estimé en fonction de la croissance totale de l'emploi fournie par l'EPA et l'évolution des parts des localités et des industries calculées à partir des données du Registre des entreprises.

Les calculs sont les suivants :

Évolution de l'emploi métropolitain et des autres régions (régions administratives) à partir de l'EPA :

$$M_C^a = M_{EPA}^a \times \frac{M_C^1}{M_{EPA}^1}$$

$M_C^a$  = emploi total (de la RMR ou de la région administrative) selon le recensement estimé à l'année  $a$

$M_{EPA}^a$  = emploi total selon l'EPA à l'année  $a$

$M_C^1$  = emploi total au dernier recensement (2021)

$M_{EPA}^1$  = emploi total selon l'EPA au dernier recensement

Évolution des parts de l'emploi des localités dans la RMR ou la MRC à partir du Registre :

$$I_C^a = I_B^a \times \frac{I_C^1}{I_B^1}$$

$I_C^a$  = part de la localité estimée à l'année  $a$

$I_C^1$  = part de la localité au dernier recensement (2021)

$I_B^a$  = part de la localité calculée dans le Registre à l'année  $a$

$I_B^1$  = part de la localité calculée dans le Registre au dernier recensement

Évolution des parts de l'industrie dans la localité :

$$i_C^a = i_B^a \times \frac{i_C^1}{i_B^1}$$

$i_C^a$  = part de l'emploi dans la localité estimée à l'année  $a$

$i_C^1$  = part de l'emploi dans la localité au dernier recensement (2021)

$i_B^a$  = part de l'emploi dans la localité calculée dans le Registre à l'année  $a$

$i_B^1$  = part de l'emploi dans la localité calculée dans le Registre au dernier recensement

## F. Le calcul de la base économique locale

La base économique de chaque localité est calculée au moyen du quotient de localisation. Il s'agit, pour chaque secteur économique, du rapport entre sa part de l'emploi dans la localité et sa part de l'emploi au Canada. Un quotient supérieur à 1 indique une spécialisation, un quotient supérieur à 1,25 une spécialisation significative. L'emploi doit aussi excéder un seuil minimal, qui dépend du niveau de l'emploi total de la localité.

